

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE L'UNRWA SUR FOND DE CRISE

Toujours dans la tourmente de ses affaires internes, l'UNRWA a vu son mandat reconduit par l'Assemblée générale des Nations unies le 15 novembre dernier.

169 États membres de l'ONU ont voté pour, les États-Unis et Israël ont voté contre et 9 autres États¹ se sont abstenus. C'est donc une écrasante majorité de pays qui a reconduit, jusqu'à fin juin 2023, le mandat de l'UNRWA². Bien sûr, on doit se satisfaire de cette décision politique qui préserve pour les années à venir le cadre institutionnel de la collecte et de la distribution de l'aide internationale aux réfugiés palestiniens, et ce malgré les pressions israélo-étatsuniennes. Mais les difficultés de l'Office ne sont pas aplanies pour autant et l'assistance aux réfugiés reste menacée.

Durant tous les débats de cette 74^e Assemblée générale des Nations unies, et plus particulièrement ceux de la Quatrième Commission³, l'opposition systématique des représentants étatsuniens et israéliens s'est exprimée avec une telle agressivité qu'elle ne laisse planer aucun doute sur la suite de leurs intentions au sein de l'ONU concernant la Palestine occupée et spécialement la question des réfugiés.

Tant que l'instabilité et les difficultés socio-économiques et humanitaires dans la région seront amplifiées par la politique de colonisation d'Israël, les besoins des populations réfugiées et les charges de l'Office continueront d'augmenter. Très concrètement, la contribution étatsunienne à l'UNRWA (plus de 300 millions de dollars jusqu'en 2018) ne sera toujours pas d'actualité en 2020, obligeant l'Office à trouver d'autres subsides pour mener à bien ses missions.

Pour l'heure, la volonté de Netanyahu et Donald Trump de démanteler l'UNRWA a été repoussée par le vote de l'ONU, et c'est tant mieux. Mais, si les capacités de l'Office à poursuivre au mieux sa mission doivent encore être consolidées financièrement, il lui reste aussi à restaurer une certaine confiance politique. La démission, le 6 novembre 2019, de Pierre Krähenbühl, Commissaire général de l'UNRWA, mis en cause par une enquête interne a évidemment été une bonne nouvelle pour ses adversaires. Le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a précisé que les conclusions préliminaires de cette enquête « *excluent la fraude ou le détournement de fonds opérationnels par le Commissaire général. Il y a toutefois des problèmes de gestion qui doivent être réglés* » et qui justifient la mise en congé administratif

[SUITE EN PAGE 2](#)

« Il n'y aura pas de droit de retour ni d'absorption d'un seul réfugié palestinien dans l'État d'Israël ». Si la « Vision » de Donald Trump consiste principalement en une validation des politiques d'occupation et de colonisation menées par Israël sur le terrain et considérées comme illégales par de multiples résolutions des Nations unies, c'est particulièrement vrai concernant les réfugiés des guerres de 1948-1949 et de 1967, sommés de renoncer à leur statut et à toute revendication de leurs droits définis par la résolution 194 (III) adoptée à l'ONU le 11 décembre 1948, sans parler de la dissolution de l'UNRWA.

Nous y reviendrons.

En attendant, plus que jamais...

**En 2020, faisons entendre la voix
des réfugiés palestiniens !**



SOMMAIRE

Les réfugiés palestiniens aujourd'hui, combien sont-ils ?	3/4
L'odyssée des Palestiniens de Syrie à travers le monde	4/5/6
Les réfugiés palestiniens dans la tourmente libanaise.....	6/7
Revenir à Jénine, vivre dans un camp de réfugiés	8

de ce dernier, « en attendant que ces questions soient clarifiées ». António Guterres a immédiatement nommé le Britannique Christian Saunders⁴ Commissaire général par intérim.

« On est soumis à des attaques que je n'ai jamais vécues en vingt-huit ans d'action humanitaire », a commenté de son côté Pierre Krähenbühl à la télévision suisse, qui rappelle être intervenu devant le Conseil de sécurité en mai. « J'ai été attaqué directement par le représentant américain, qui remettait en cause le multilatéralisme et le travail de l'UNRWA. J'ai répondu à ses critiques. Quand vous le faites, à ce niveau politique-là, vous savez que vous allez payer un prix. » Il est évident que ceux qui veulent effacer définitivement la question des réfugiés vont poursuivre leur offensive et tenter d'exploiter politiquement la crise interne de l'Office pour le discréditer encore plus.

Pour l'instant, il semble que les changements à sa tête permettent que l'essentiel des pays donateurs et les instances de l'ONU elles-mêmes réaffirment leur attachement à l'action de l'Office auprès des réfugiés palestiniens. C'est, du moins, les intentions exprimées publiquement par les uns et les autres. Ainsi la Suisse a confirmé fin décembre qu'elle reprenait ses contributions en versant 700 000 francs à des projets en cours et 2 millions à des programmes d'aide d'urgence en Syrie et dans les territoires palestiniens occupés⁵.

L'avenir nous dira dans quelle mesure cette crise interne aura des répercussions sur le fonctionnement de l'Office mais, en tout état de cause, il revient au mouvement de solidarité avec le peuple palestinien de réaffirmer que les droits imprescriptibles des réfugiés dépendent de l'engagement fort de la communauté internationale, notamment les pays européens dont la France. Au premier rang de ces droits, le droit au retour.

Assez de paroles, ce dont ils ont besoin pour vivre dignement, ce sont des actes qui permettent de revenir au droit international pour ne plus subir la loi du plus fort. Permettre que l'UNRWA puisse agir, c'est bien, mais encore faut-il que la question des réfugiés palestiniens soit traitée pour ce qu'elle est : une composante essentielle et centrale de toute solution de la question de Palestine. Au risque de se déconsidérer un peu plus aux yeux de l'opinion publique internationale, il faudra bien que l'ONU impose à Israël le respect de résolutions qu'il a lui-même votées au sein de l'organisation internationale. Ou bien qu'elle le sanctionne diplomatiquement et économiquement, comme l'ont été d'autres États qui ont violé le droit international.

François RIPPE
décembre 2019

La résolution portant prorogation du mandat de l'UNRWA a été adoptée par 169 voix pour, 2 voix contre (États-Unis et Israël) et 9 abstentions lors de l'Assemblée générale de l'ONU du 13 novembre 2019.



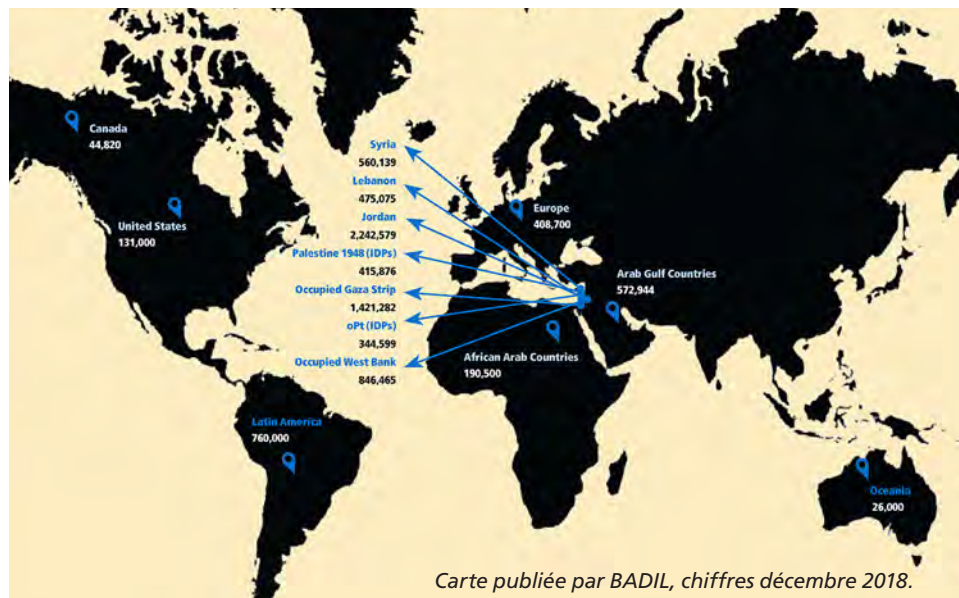
Enfants palestiniens recevant de l'UNRWA des fournitures scolaires, septembre 2018.

JÉRUSALEM-EST. Lors de sa séance du 31 décembre 2019, le conseil municipal de Jérusalem a adopté un plan de construction, au nord de Jérusalem-Est, d'un complexe scolaire dépendant du ministère de l'Éducation israélien. Visant à remplacer les écoles de l'UNRWA, il accueillerait des enfants du camp de Shuafat et du quartier arabe d'Anata.

1. Cameroun, Canada, Guatemala, Kiribati, Îles Marshall, Micronésie, Nauru, Palaos et Vanuatu.
2. UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (en français), United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (en anglais).
3. La Quatrième Commission est chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation.
>www.un.org/press/fr/2019/cpsd713.doc.htm
4. M. Saunders a entamé sa carrière à l'ONU en 1989 auprès de l'UNRWA, à Gaza, et a ensuite occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de l'Office et diverses fonctions au sein du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).
5. La Suisse avait annoncé fin juillet 2019 cesser toute contribution jusqu'à la fin de l'enquête interne à l'UNRWA.



Des adhérents de l'AFPS ont participé aux manifestations organisées le 18 décembre dans le cadre de la journée internationale des migrants proclamée par l'Organisation des Nations unies le 4 décembre 2000, saisissant l'occasion pour rappeler la situation spécifique des réfugiés palestiniens. Il nous a semblé utile de faire le point sur leur nombre. À la fin de 2018, sur 13,05 millions de Palestiniens dans le monde, 8,7 millions étaient réfugiés ou déplacés de force. Soit 66,7 % d'entre eux.



Carte publiée par BADIL, chiffres décembre 2018.

LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS, COMBIEN SONT-ILS ?

ILS FURENT quelque 800 000 personnes à devoir quitter leurs foyers lors de la Nakba, l'expulsion violente infligée par les milices juives puis l'armée israélienne dans les années 1947-1949. Puis plus de 400 000 lors de la guerre israélo-arabe de 1967, dont près de la moitié (193 500 personnes), réfugiés de 1948, étaient ainsi déplacés pour la deuxième fois. Avec leurs des-

Sources :

BADIL : *Survey of Palestinian Refugees and Internally Displaced Persons 2016-2018*, IX^e Edition, 260 pages, en anglais et arabe.

><https://www.badil.org>

PDF en ligne ><https://tinyurl.com/uhrxssc>

UNRWA : chiffres 2019.

Cahier AFPS n° 29, « Les réfugiés palestiniens au cœur de la question de Palestine », 2019.

pendants, les Palestiniens réfugiés sont aujourd'hui à peu près 7,94 millions. S'y ajoutent des personnes déplacées de force sur le territoire de la Palestine historique et qui ne peuvent revenir chez elles (environ 760 000).

Hormis les chiffres de l'UNRWA sur les personnes enregistrées, il n'existe pas une source unique qui fasse autorité sur la population globale des réfugiés palestiniens et des personnes déplacées. Les estimations s'appuient sur des données parfois fluctuantes par manque d'enregistrement généralisé, ou parce que les déplacements forcés se reproduisent, et aussi parce que la compréhension de la situation palestinienne et de la définition de

réfugié palestinien n'est pas uniforme au regard de la définition d'un réfugié reconnue internationalement.

DEUX-TIERS DE RÉFUGIÉS. À la fin de 2018, 8,7 millions des 13,05 millions de Palestiniens dans le monde étaient réfugiés ou déplacés de force. Soit 66,7 %, les deux-tiers de la population.

Parmi eux :

> 6,7 millions sont des réfugiés de 1948 (le territoire israélien actuel) et leurs descendants, dont 5 545 540 étaient enregistrés par l'UNRWA en 2018 et vivent dans 58 camps officiels ou à proximité de ces camps, ainsi que dans des camps informels, en Palestine ou dans les pays voisins¹. Les autres

ZOOM SUR TROIS PAYS D'ACCUEIL

EN JORDANIE, 70% de la population serait palestinienne, dont 2 242 579 sont des réfugiés enregistrés par l'UNRWA. 412 054 d'entre eux sont enregistrés dans les 10 camps officiels, 158 000 viennent de Gaza. Depuis le début de la guerre en Syrie plus de 650 000 personnes se sont réfugiées en Jordanie dont 17 719 Palestiniens mais, depuis avril 2012, la Jordanie refuse l'entrée de réfugiés palestiniens de Syrie et expulse ceux qui entrent illégalement.

AU LIBAN, selon un recensement de 2017 pour le Comité de Dialogue libano-palestinien, ils seraient aujourd'hui 174 422, tandis que l'UNRWA compte encore 533 885 réfugiés enregistrés¹. Les chiffres varient largement car les sources et méthodes de recensement diffèrent. Les événements sociaux politiques qui touchent le Liban depuis quelques mois et en accélèrent la pauvreté affectent plus particulièrement les réfugiés

palestiniens. Depuis 2014, le Liban refuse l'entrée du pays aux Palestiniens qui fuient la Syrie (seuls 29 145 y sont recensés). Ces réfugiés sont le groupe le plus vulnérable de la région.

EN SYRIE, en 2019, 560 139 réfugiés palestiniens étaient enregistrés par l'UNRWA, 194 993 dans des camps. Parmi eux 95 %, en situation de grande pauvreté, ont besoin d'assistance humanitaire, alors qu'ils n'étaient que 7 % dans ce cas avant la guerre. 280 000 ont été déplacés à l'intérieur de la Syrie et 120 000 vers d'autres pays, Égypte, Libye, Turquie et Malaisie.

1. L'UNRWA indique que 49,5% des Palestiniens réfugiés au Liban vivent hors des camps. Selon d'autres sources, c'est entre 33% et 40% qui résident soit dans des « regroupements » (un endroit hors des camps où vivent au moins 15 familles), soit dans des villages ou des villes. Selon le recensement effectué en 2017, 54,9% d'entre eux vivaient dans 156 « regroupements ».

déplacés de force en 1948 et leurs descendants, 1,16 million de personnes, ne sont pas enregistrés et ne bénéficient donc pas des services de l'UNRWA².

> 1,24 million sont des réfugiés de 1967 et leurs descendants.

> 415 876 sont des déplacés internes à l'intérieur de la Ligne verte (Israël) et 344 599 sur le territoire palestinien occupé.

À la fin 2018, seulement le tiers de la population de Palestine n'a pas été déplacé de force.

LOCALISATION, CONDITIONS DE VIE. Les 6,7 millions de réfugiés de 1948 enregistrés par l'UNRWA se trouvent :

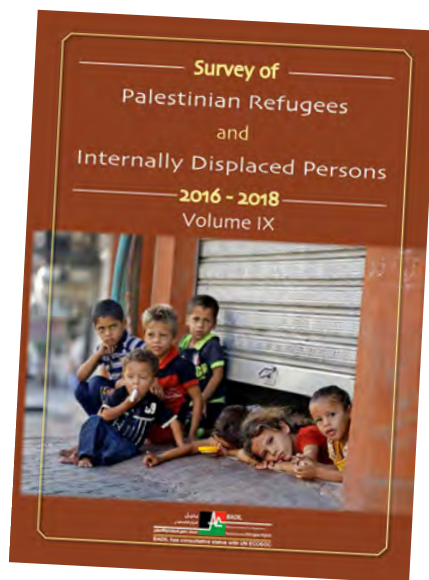
- en Palestine : 24,4 % dans la Bande de Gaza et 17,1 % en Cisjordanie ;
- en Jordanie : 38,5 % ;
- en Syrie : 10,4 % ;
- au Liban : 8,7 %.

Le taux d'accroissement de la population réfugiée, bien qu'en baisse, est de 2,2 % en Cisjordanie, 2,9 % à Gaza, 3,8 % en Jordanie, 1,4 % en Syrie et 3,7 % au Liban.

La population réfugiée est globalement jeune : 25,5 % environ des réfugiés enregistrés ont moins de 15 ans et 26,7 % ont de 15 à 29 ans. À Gaza, 36,2 % ont moins de 15 ans.

Le taux de participation au marché du travail est bas, phénomène renforcé

Camp de Aida, à Bethléem, l'un des 58 camps gérés par l'UNRWA, mars 2019. (©BADIL)



Rapport 2016-2018 de l'ONG BADIL sur la situation des réfugiés palestiniens et des personnes déplacées, publié fin 2019.

par un taux de chômage très élevé. Par exemple, en Palestine occupée il est de 31 %, avec 52 % à Gaza, et au Liban on compte 18,4 % avec un pic chez les 25-35 ans.

Le taux de pauvreté des foyers de réfugiés atteint 38,7 en Palestine occupée (22,3 % pour les non-réfugiés). En Jordanie, le revenu annuel des réfugiés dans les camps est nettement plus bas qu'à l'extérieur tandis que le taux de pauvreté est beaucoup plus élevé. Ainsi 300 000 réfugiés (environ 5,5 %) ont bénéficié d'un programme d'assistance pauvreté exceptionnel en 2014. Et en Syrie 95 % des 438 000 réfugiés qui y sont restés ont un besoin critique d'une assistance humanitaire constante. L'UNRWA estime que 126 000 d'entre eux sont extrêmement vulnérables.

Selon l'ONG Badil, « le manque de sécurité personnelle, de bien-être socio-économique et de stabilité est une conséquence directe des politiques de colonisation israéliennes, de transfert forcé et d'annexion, sous-tendus par l'apartheid. Le statut de réfugié palestinien est aggravé par l'absence d'État, une protection inefficace et une assistance insuffisante ».

Claude LÉOSTIC

1. Selon les chiffres de l'UNRWA, en février 2019, 1 728 409 réfugiés palestiniens étaient enregistrés dans les camps officiels en Cisjordanie, à Gaza, au Liban et en Jordanie. Soit 28 % des réfugiés enregistrés, essentiellement des réfugiés de 1948.
2. L'Office fournit aux réfugiés enregistrés des services médicaux, sociaux et éducatifs. Ainsi L'UNRWA gère 711 écoles suivies par plus de 500 000 jeunes réfugiés, moitié filles, moitié garçons.

L'ODYSSÉE DES PALESTINIENS À TRAVERS LE

Ce bulletin est l'occasion de rappeler sous forme de flashes la situation des réfugiés palestiniens de Syrie, à partir de quelques articles en arabe que nous avons résumé (ce qui explique les chiffres parfois discordants). Avant 2011, près de 300 000 d'entre eux vivaient officiellement dans 13 camps, les autres dans les quartiers syriens. Ils étaient largement intégrés, bénéficiaient pratiquement des mêmes droits que les Syriens sans toutefois accéder à la nationalité. Le conflit qui opposera le gouvernement syrien aux divers groupes d'opposition armés affectera fortement les Palestiniens qui, comme de nombreux Syriens, seront contraints de fuir leurs lieux de résidence. De nombreux camps seront détruits, l'UNRWA qui y était présent a dû stopper ses activités pendant quelques années. Entre temps certains sont en phase de reconstruction ou de réaménagement, tel le camp de Sbeineh, situé à 14 kilomètres de Damas, qui avait été vidé de ses 22 000 habitants entre 2013 et 2017. Plusieurs autres sont à ce jour largement détruits parmi lesquels le plus important, Yarmouk, près de Damas, avec près de 160 000 habitants.

Recherche, traduction, résumés, décembre 2019,
Salima MELLAH

QUE SONT DEVENUS LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS DE SYRIE ?

Dans son dernier rapport, le Groupe d'action des Palestiniens de Syrie rapporte que, des 650 000 réfugiés palestiniens vivant en Syrie avant la guerre déclenchée en 2011, environ 150 000 ont fui le pays. Jusqu'à fin 2018, environ 100 000 étaient arrivés en Europe, tandis que 28 000 se trouveraient au Liban, 17 000 en Jordanie, 3 000 en Egypte, 8 000 en Turquie, 4 000 en Grèce, et 400 se seraient rendus à Gaza. Près de 60 % des réfugiés ont été déplacés au moins une fois à l'inté-

DE SYRIE MONDE

rieur de la Syrie. Des milliers attendent de pouvoir quitter la Syrie et les pays voisins pour se rendre en Europe. Le groupe a documenté 53 cas de noyade de réfugiés palestiniens de Syrie. Action Group for Palestinians of Syria, 19 décembre 2019.

><http://www.actionpal.org.uk/ar/post/12742>

ILLÉGAUX EN JORDANIE.

Le rapport du Groupe d'action des Palestiniens de Syrie sur la situation de ces derniers en Jordanie, paru début décembre 2019, rejoint les constatations alarmantes de l'UNRWA : Près de 18 000 personnes ont trouvé refuge depuis le déclenchement du conflit en Syrie (en comptant les naissances). Leur statut juridique et leurs conditions de vie sont des plus précaires et, selon l'UNRWA, 30 % vivent dans une extrême pauvreté. La plupart se sont rendus dans le pays illégalement car les autorités jordaniennes ont interdit à tout Palestinien de Syrie de s'y réfugier, même à ceux qui disposent de papiers d'identité jordaniens (56 % d'entre eux). Et à ce jour elles refusent de régulariser la situation des réfugiés qui sont sur place. Il est même difficile de faire enregistrer des naissances. En conséquence, ces réfugiés ne peuvent travailler, sont exclus des services de santé, et dépendent des aides de l'UNRWA qui a vu son budget fortement réduit. S'ajoute à cela qu'ils sont menacés de refoulement vers la Syrie. Refugee Net, Réseau palestinien d'information sur les réfugiés au Liban, 10 décembre 2019.

><http://laji-net.net/arabic/>

><https://tinyurl.com/v6suqj2>

Devant des locaux de l'UNRWA en Jordanie.



Plus de 60 % des bâtiments du camp de Yarmouk ont été totalement ou partiellement détruits pendant la guerre. 90 % des maisons ont été cambriolées et pillées.

L'IDENTITÉ PALESTINIENNE MENACÉE EN SYRIE.

Les conditions de vie des réfugiés palestiniens se sont très fortement dégradées depuis 2011 en Syrie. Près de 120 000 ont fui le pays, environ 126 000 sont des réfugiés internes. En particulier les habitants des trois camps, Yarmouk (Damas), Darâa et Handarat (Alep), ont dû quitter ces lieux détruits entre 70 % à 90 %. Ayant souvent tout perdu, ne trouvant pas de travail, ils sont contraints de vivre dans des logements de fortune aux loyers exorbitants. Près de 1 400 familles de ces camps se sont installées, comme d'autres réfugiés, au nord de la Syrie dans un camp improvisé du nom de Dir Ballout où elles ne reçoivent pas d'aide de l'UNRWA et sont exclues des services sanitaires et d'éducation. Les camps détruits ne sont toujours pas reconstruits. À Handarat par exemple, près de 70 familles sont revenues car leurs maisons n'étaient pas entièrement détruites, mais vivent dans un champ de ruines où aucun service public

n'est assuré, sans eau ni électricité. L'UNRWA n'a pas repris ses activités en raison de la situation instable. Yarmouk, le plus grand camp en Syrie, a été pratiquement détruit. Il est déclaré zone militaire fermée et l'entrée n'est possible pour quelques heures qu'avec une autorisation d'une faction palestinienne. La reconstruction des habitations n'est pas autorisée. Il est prévu que le camp de Yarmouk soit intégré à la commune de Damas et perde son nom de camp. L'administration ne serait plus assurée par le comité local et ses compétences seraient attribuées au gouvernorat de Damas. Les réfugiés craignent qu'avec ce projet Yarmouk perde son caractère typiquement palestinien, ses spécificités culturelles, son organisation sociale et que la dislocation de l'identité palestinienne en Syrie s'accroisse.

Brocar Press, journalistes syriens, 17 décembre 2019.

><https://tinyurl.com/tb7ghvv>

RASSEMBLEMENT DE PALESTINIENS DE SYRIE À BEYROUTH.

Selon le Groupe d'action des Palestiniens de Syrie, la Ligue des exilés palestiniens de Syrie au Liban a organisé un rassemblement devant le siège de l'UNRWA à Beyrouth pour lui adresser plusieurs revendications. Les conditions de vie se sont à tel point dégradées, en raison des restrictions budgétaires, qu'une aide d'urgence et exceptionnelle est exigée. Elle demande également que l'UNRWA explicite son plan d'action pour cette communauté qui, selon les statistiques de l'Office de fin février 2019, compte 28 000 personnes.

Action Group for Palestinians of Syria, 20 décembre 2019.

><http://www.actionpal.org.uk/ar/post/12747>

DES FAMILLES PALESTINIENNES DE YARMOUK ET NIREB MALTRAITÉES EN GRÈCE.

Le Palestinian Return Center (Al-Awda Center) rapporte que les autorités grecques ont libéré le 23 novembre environ 120 réfugiés emprisonnés plus de 60 jours dans le centre d'incarcération de la police de l'île de Rhodes, dont des réfugiés palestiniens ayant fui la Turquie. Parmi eux 4 familles de Palestiniens de Syrie, du camp de Yarmouk, près de Damas, et du camp de Nireb à Alep. La police grecque les accuse d'être entrés illégalement dans le pays et a fait incarcérer les hommes. Les conditions d'emprisonnement sont catastrophiques, le centre n'est rien d'autre qu'une cour dans laquelle les

prisonniers sont à la merci de la pluie et du soleil, ne disposent pas d'eau potable et n'ont ni couvertures, ni de vêtements d'hiver. Durant une grève de la faim pour revendiquer de meilleures conditions d'internement, les repas n'ont pas été distribués à d'autres sections qui n'étaient pas en grève. Malgré l'intervention de l'ambassade palestinienne, les modalités de détention n'ont pas été améliorées. Après leur libération, les familles ont pu regagner la capitale grecque.

Palestinian Return Center (basé à Londres), 25 novembre 2019.
><https://prc.org.uk/ar/news/698>



Photo FB du group194.

RÉFUGIÉS PALESTINIENS EN TURQUIE « #ÇA SUFFIT/LÉS NAKBAS ».

Les autorités turques ont intensifié les contrôles de papiers des réfugiés syriens. Ceux qui ne disposent pas de titre de séjour sont expulsés vers leur pays, ce qui est également le cas pour les réfugiés palestiniens de Syrie. Parmi eux des habitants de Yarmouk, camp de réfugiés près de Damas, totalement détruit. Les autorités turques les expulsent vers Idlib, ville syrienne entre les mains de différents groupes armés, dont Jabhat al-Nosra. Plus de 2400 familles palestiniennes se trouvent en Turquie, la plupart au centre et au Sud du pays, la moitié d'entre elles à Istanbul. Près de 500 disposent d'une autorisation de séjour momentanée. Les autres sont livrées à elles-mêmes et ne peuvent pas scolariser leurs enfants ni bénéficier de soins dans des hôpitaux publics. L'ambassade palestinienne leur délivre un passeport sans numéro d'identification et en conséquence non reconnu par l'administration turque.

En juillet, les réfugiés avaient fait une campagne auprès des responsables palestiniens afin qu'ils interviennent auprès de leurs homologues turcs. Mais face au blocage persistant de leur situation a été lancée début août la campagne « #ça suffit/ les nakbas » (#تأبكن ي فكب), afin de contraindre les autorités turques à libérer les réfugiés palestiniens emprisonnés, à stopper les refoulements et à fournir des autorisations de séjour. Or ces dernières considèrent les Palestiniens de Syrie munis de papiers syriens comme des Syriens. Les délais de refoulement des réfugiés syriens (et palestiniens) ont été prolongés plusieurs fois mais, face à cette situation, nombreux sont ceux qui tentent de rejoindre la Grèce par la mer dans le but d'obtenir l'asile dans d'autres pays européens.

Ultra Palestine, 10 septembre 2019.

><https://tinyurl.com/vem5j6d>

Un vent nouveau souffle sur le Liban, porteur d'espoir. Mais qu'en est-il pour les réfugiés palestiniens ?

MESSAGE DE KASSEM AINA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BEIL ATFAL AL SOUMOUD

« Je crois que vous êtes tout à fait au courant des immenses manifestations qui ont lieu au Liban et de la situation économique très dure que nous subissons du fait de ces événements. Pour cette raison, nous avons décidé de présenter un inventaire concis en plusieurs points afin de clarifier l'extrême gravité de la situation.

« La livre libanaise est presque au bord de l'effondrement et elle risque d'être dévaluée. Aujourd'hui, le taux de change du dollar à la Banque centrale est de 1 \$ pour 1,516LL (livres libanaises) et de 1 \$ pour 2000LL dans les bureaux de change. À cause de cette dépréciation de la livre libanaise, le prix des denrées alimentaires a augmenté de 30 %, celui des services grimpe régulièrement, ainsi que ceux des sources d'énergie comme le pétrole et le gaz. Et ne sont monnayables qu'en livres libanaises.

« Les amputations de salaires sont devenues une réalité, et les employés palestiniens et libanais reçoivent la moitié de leurs salaires à la fin du mois. Les emplois sont les premiers menacés par la récession et les diverses pénuries. Les travailleurs journaliers et les travailleurs payés à l'heure (dans le commerce, l'agriculture) ne peuvent travailler, les commerçants ont des difficultés pour acheminer les denrées alimentaires et les produits vers leurs magasins en raison de nombreux blocages routiers. Les transports intérieurs, le réseau bancaire et les activités d'affaire sont régulièrement paralysés.

« Les retraits d'argent liquide sont limités à un maximum de 1000 \$ par semaine (904€) selon les banques ou selon les instructions de la Banque centrale du Liban. Aucun transfert d'argent n'est autorisé hors du Liban. Les dons provenant d'ONG et de particuliers qui nous soutiennent sont en cours de transfert vers notre compte officiel ou ont été perçus. Toutefois, nous sommes dans l'incapacité de retirer l'argent... Beit Atfal Al Soumoud fait face à de grandes difficultés pour assurer ses obligations à l'égard des familles, pour le fonctionnement du centre social, le paiement des salaires aux employés et aux travailleurs sociaux. »

Beyrouth, le 27 novembre 2019.

LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS DANS LA TOURMENTE LIBANAISE

DEPUIS le 17 octobre 2019, un fort mouvement de contestation secoue le Liban, qui a conduit à la démission du Premier ministre Saad Hariri. La crise financière – une dette colossale et des déficits – et la crise politique se conjuguent pour conduire à une paralysie du pays, sans issue visible. L'État libanais, chroniquement faible, est carrément en panne, le pays au bord de la faillite économique. La composition du nouveau gouvernement formé le 21 janvier, trop proche des vieux chefs d'une classe politique corrompue honnie par la rue, a provoqué une nouvelle vague de protestation.

Les motifs de la colère qui s'exprime dans tous les coins du pays sont la corruption, l'incurie de l'État, les effets désastreux du système confessionnel – communautarisme et clientélisme – et les inégalités économiques aggravées et devenues insupportables¹. Ce mouvement, dont l'ampleur dépasse celui de 2015 lors de la « crise des poubelles », est inédit. Il mobilise toutes les classes sociales, toutes les confessions religieuses (y compris la base chiite) et toutes les générations autour de revendications nouvelles : la fin du système confessionnel et l'avènement d'une nouvelle constitution garantissant l'égalité des droits.

Dans cette tourmente, Libanais et réfugiés palestiniens sont confrontés aux mêmes effets économiques au quotidien : forte dépréciation de la livre libanaise, restrictions bancaires dans un pays très dépendant du cash, et hausse des prix. Ensemble ils subissent l'aggravation des dysfonctionnements de services tels que la fourniture d'électricité et la gestion des ordures, et la

pénurie de carburants. Dans les camps et les quartiers populaires, réfugiés palestiniens, Libanais pauvres et étrangers (réfugiés syriens, migrants) ont les mêmes conditions de vie : pénurie de logement, précarité de l'emploi et difficulté d'accès au marché du travail, prix élevé des denrées de première nécessité, des médicaments et soins médicaux, effets des inondations sur l'habitat précaire et insalubre, réseaux électriques défectueux et dangereux...

Les quelques 280 000 réfugiés palestiniens de 1948 et leurs descendants², auxquels s'ajoutent près de 30 000 réfugiés palestiniens venus de Syrie³ subissent plus particulièrement les effets de la crise qui se déclare au seuil de l'hiver : limitations de l'accès aux emplois malgré leurs qualifications, impossibilité technique et financière de pallier aux ruptures de courant pour ceux qui habitent dans les camps, accès aux soins dans les hôpitaux libanais quasi-impossible⁴, privation d'apports de devises étrangères et chute de la livre libanaise. Sans compter la détérioration du fonctionnement des 27 infrastructures de santé et des 66 écoles gérées par l'UNRWA, consécutivement aux baisses drastiques des contributions étasuniennes. Et, pour les réfugiés des camps situés dans la banlieue de Beyrouth ou dans le sud, les tensions liées à la proximité avec des quartiers chiites.

SOUTIEN MAIS VIGILANCE. Bien que non citoyens, ces fortes discriminations sociales et économiques pourraient motiver les Palestiniens à manifester aux côtés des Libanais et Libanaises. Ils ont exprimé leur soutien à leur manière⁵, mais gardent leurs distances et

s'impliquent peu dans le mouvement⁶. Ils ont en mémoire ce que leur a coûté leur engagement aux côtés de la gauche libanaise pendant la guerre civile, les massacres perpétrés par la droite phalangiste puis les sièges et la guerre des camps orchestrés par les milices chiites appuyées par la Syrie...

La vigilance est de mise et les organisations palestiniennes cherchent à maintenir leur autorité sécuritaire pour mieux protéger les camps en cas d'incidents imprévus ou de débordement. Certes la majorité des Libanais n'est pas tombée dans le piège tendu par les ministres de la droite libanaise, mais quelques manifestations de chrétiens racistes proches du président ont pris pour cible les réfugiés syriens et palestiniens désignés comme responsables de la crise.

S'il se réjouissent du départ des ministres du Travail Abou Sleiman⁷ et des Affaires étrangères et des émigrés Gebran Bassil qui a notoirement tenu des propos xénophobes, que pourraient leur apporter les changements à venir ? Une constitution fondée sur la laïcité qui ne ferait plus peser sur eux la question de l'équilibre confessionnel ? Une amélioration de leur situation économique ? Les Libanais et Libanaises qui aspirent à un bâtir un État laïque, démocratique et juste, intégreront-ils dans leur réflexion la question de la citoyenneté, la place des réfugiés palestiniens et les obligations de l'État libanais à leur égard, les relations avec Israël ?

Odile KADOURA



1. L'économie libanaise a engendré des niveaux d'inégalité extrêmes, Lydia Assouad, *Le Monde* du 11/11/2019.
2. « Les Palestiniens aujourd'hui, un peuple occupé ou en exil », Claude Léostic, ainsi que « Le régime juridique des réfugiés Palestiniens au Proche Orient », Jalal Al Hussein, Cahier de l'AFPS n°29, 2018.
3. *Survey of Palestinian refugees and internally displaced persons 2016-2018*, lire pages 3 & 4.
4. Depuis 2016, l'UNRWA prend en charge 90 % des frais médicaux (hors chirurgie) des réfugiés palestiniens soignés dans des hôpitaux gouvernementaux ou privés et 100 % dans les hôpitaux du Croissant Rouge. Toutefois le reste à charge représente une somme considérable, qui ne peut être réunie que grâce à la forte solidarité familiale.
5. Des habitants du camp de Aïn el-Héloué leur ont rendu un hommage par vidéo interposée, en filmant un grand rassemblement organisé en soutien aux revendications des Libanais.
6. Jenny Saleh, *Middle East Eye*, 26/10/2019 ><https://tinyurl.com/rghaxmz>
7. Le ministre Abou Sleiman avait imposé aux étrangers la détention d'un permis de travail, mesure qui avait provoqué une forte réaction des réfugiés palestiniens.

Le récit photographique du camp de Jénine par ses habitants, un projet de Joss Dray, c'est ce que découvriront les visiteurs de l'exposition « La liberté commence ici », du 30 janvier au 23 février à l'Espace Cosmopolis de Nantes.

REVENIR À JÉNINE VIVRE DANS UN CAMP DE RÉFUGIÉS



© Joss Dray 2003.

LE CAMP de réfugiés de Jénine, en territoire occupé au nord de la Cis-jordanie, est un symbole majeur de la résistance du peuple palestinien. Joss Dray l'a photographié en 1989, pendant la première Intifada, au côté de Arna Mer, juive militante propalestinienne, fondatrice du Stone Theater, puis lors de missions civiles pour la protection du peuple palestinien en 2002 et 2003, après la bataille contre l'armée d'occupation et la destruction du camp en avril 2002. En 2016, elle a décidé de reprendre le cours de cette histoire... « Mais cette fois, explique Joss Dray, en s'appuyant sur les habitants de façon à ce que ce soit eux qui s'expriment. Nous avons formé 20 personnes de 15 à 49 ans pendant un an. Ils ont fait des photos et ça a donné cette exposition de 200 photos et de 40 textes, en arabe et français.

« Nous avons pris contact avec le comité populaire du camp. Une des femmes, que je connaissais depuis 2002, membre du comité populaire, parlait français. Nous nous sommes installés dans un centre de femmes à l'intérieur du camp. Le projet s'appelait "Revenir à Jénine". Les personnes se sont inscrites pour des ateliers de photos, d'écriture [avec Malha Bentaleb et Bruna Lo Biundo] et, ensuite, de scénographie [avec Anne Marie Latrémo-lière], puisqu'elles ont aussi participé à celle de l'expo. Pendant un an, nous y sommes retournés quatre fois, pour

quatre missions. Quand nous n'étions pas là, nous travaillions depuis Paris et elles continuaient à faire des photos.

« Notre idée était de faire une exposition pour la commémoration de la Nakba. Donner la parole aux gens, qu'ils s'emparent de leurs images pour parler de ce que signifie être réfugié palestinien aujourd'hui. En travaillant également sur la mémoire : 1989 la première Intifada, 2002 la deuxième Intifada, la destruction du camp, la bataille de Jénine qui est une bataille de résistance parce que c'est un des camps qui a résisté à l'armée. Nous voulions avoir leur témoignage, celui de ceux qui avaient vécu 2002. J'ai rencontré des gens que j'avais connus en 1989. Des gens que j'ai connus en 2002. Et les petits enfants de gens avec qui on

avait travaillé en 2002 et qui ont fait des photos, explique la photographe.

« C'est vraiment une transmission, à la fois de mon expérience avec eux sur toutes ces années et une formation pour pouvoir fonctionner avec des mots et de bonnes images. »

Les 20 participants au projet : Ahmad Abu Aita, Mahmoud Abu Aita, Hassan Abu Al-Haija, Siwar Abu Al-Haija, Jad Abu Farha, Najet Abu Gutna, Maram Abu Kharaj, Masa Badawia, Abla Beni Ghara, Ahlam Beni Ghara, Ibrahim Beni Ghara, Ismail Beni Ghara, Souheib Beni Ghara, Ahlam Ghazaoui, Rahil Hanoun, Ahmad Hawwashin, Hana Khrewich, Ahmad Wahdan, Mohammed Wishahi, Maissa Zawayda. **C.R.**

> Interview de Joss Dray : www.lecourrierdelatlas.com

Après la Galerîle (Paris 20^e) en juin-juillet 2018, l'exposition « La liberté commence ici » a été montrée à La Pêche (Montreuil) en février 2019, puis en mars à Poitiers-Saint-Éloi à l'initiative du Comité Poitevin Palestine, à la galerie Art'O d'Aubervilliers en mai, en décembre à Périgueux et à La Force à l'initiative du Collectif Dordogne pour la Palestine...

Du 30 janvier au 23 février 2020, elle sera à l'Espace Cosmopolis de Nantes (visites commentées par des adhérents de l'AFPS44 tous les mercredis à 15 h), dans le cadre d'une série de manifestations consacrées à la vie dans les camps de réfugiés palestiniens : Témoignage de la pratique du cécifoot en Palestine avec le club Cécifoot Don Bosco de Nantes, partenaire d'écoles pour non-voyants de Jénine et de Naplouse, en présence de joueurs ligériens qui se sont rendus en Palestine au printemps 2019. Spectacle théâtral « Être jeune en Palestine » interprété par des étudiant-e-s nantais-e-s et des jeunes du quartier de la Bottière, sur des textes de quinze jeunes Palestiniens de Jénine, en leur présence. Projection débat de *Jenin, Jenin*, le film de Mohammed Bakri, tourné juste après l'invasion et la dévastation partielle du camp par l'armée israélienne, en 2002. Témoignage sur les entraves à l'agriculture palestinienne causées par l'occupation israélienne et la colonisation par deux ingénieures agronomes ayant réalisé des enquêtes de terrain dans la région d'Hébron durant l'été 2019. Concert de Abo Gabi, chanteur réfugié palestinien de Syrie... ><http://afps44.france-palestine.org>



À gauche, ©Ahmad Wahdan, ci-dessus, ©Ahlam Beni Ghara.

Ce bulletin se fait et se fera l'écho des activités développées par les groupes locaux de l'AFPS engagés dans la solidarité directe avec des réfugiés palestiniens, en Palestine ou dans les pays voisins, les expériences des uns pouvant servir à tous. Le GT-Réfugiés.